

# Le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile a bondi de 80 % en un an

**Événement** La douzième conférence Arabcom sur le secteur des télécoms dans la région a été l'occasion pour les participants de dénoncer les failles existantes au niveau de l'infrastructure dans divers pays, dont le Liban. Le ministre Charbel Nahas a toutefois indiqué à cette occasion, qu'en dépit des divers obstacles, le nombre d'abonnés au réseau mobile avait augmenté de 80 % sur un an.

**Khalil HATEM**

Les retombées économiques positives de la mise en place et du développement de l'Internet haut débit (broadband) au Liban et dans la région a été au cœur de la douzième édition de la conférence Arabcom qui a débuté hier à Beyrouth sous le thème du « Renforcement du broadband pour le développement durable ». Plusieurs professionnels et dirigeants du secteur des télécoms au Moyen-Orient ont pris part à cet événement, lancé pour la première fois il y a douze ans.

Dans ce cadre, la présidente d'Arabcom, Katia Tayyar, a souligné que la conférence avait notamment pour but cette année de mettre en relief l'impact du broadband sur le développement durable, la création d'emplois, la garantie d'un enseignement et d'une recherche de qualité, et le passage à l'économie numérique qui est l'économie du savoir.

Mme Tayyar a ainsi appelé les gouvernements des pays arabes à accélérer la mise en place d'une législation favorable à l'implantation du broadband, qui encourage, selon

elle, les investissements et contribue à l'essor économique et social.

À ce sujet, le représentant d'Orascom à cette conférence, Marwan Hayek, a indiqué que toute augmentation de 10 % du taux de pénétration du broadband d'un pays entraînerait une hausse de plus de 1 % du PIB. Pour le Liban, cela équivaldrait ainsi à une hausse de 400 millions de dollars du PIB.

Les participants ont toutefois regretté l'existence de failles au niveau de l'infrastructure dans certains pays de la région, dont le Liban, et la faiblesse du taux de pénétration qui en découle. Dans un entretien avec *L'Orient-Le Jour*, le consultant Zoran Vasiljev du groupe Value Partners a ainsi indiqué que le taux de pénétration de l'Internet haut débit au Liban s'élevait à 27,8 %, contre 97,2 % au Qatar, 82,1 % à Bahrein, 75,3 % aux Emirats arabes unis (EAU), 64,4 % au Koweït et 29,3 % en Arabie saoudite. Le pays du Cèdre dépasse toutefois la Jordanie (20,3 %), la Palestine (13,2 %), Oman (10,1 %), l'Iran (3,1 %), le Yémen



La présidente d'Arabcom, Katia Tayyar (au milieu), entourée du ministre des Télécoms, Charbel Nahas, et des représentants du secteur des télécoms dans divers pays arabes.

Photo Nasser Traboulsi

(1,3 %) et la Syrie (0,5 %).

## Dynamiser le secteur des télécoms au Liban

Toujours au sujet du broadband, le ministre des Télécommunications, Charbel Nahas, a souligné qu'en dépit du retard accumulé par le Liban, le pays était aujourd'hui sur la bonne voie, évoquant à cet égard le projet élaboré récemment par le ministère

visant à augmenter la vitesse de connexion via les câbles maritimes (dont le projet Imewe) et la mise en place d'une liaison en fibres optiques de 4 000 km, d'ici à la fin de l'année.

Parallèlement, le ministre a dressé un bilan de la situation actuelle du secteur des télécoms au Liban, insistant sur le fait que ce secteur ne devrait pas être uniquement

une source de recettes pour le Trésor. Celui-ci, encore sous la houlette de l'État, génère en effet près d'un milliard de dollars par an. L'absence de libéralisation entrave toutefois sa dynamisation et se répercute négativement sur la qualité et les prix des services offerts. M. Nahas s'est toutefois montré sceptique vis-à-vis d'une éventuelle privatisation du secteur, soulignant qu'il s'agissait d'une option parmi d'autres de la politique sectorielle à suivre.

Il a tenu à souligner, en parallèle, que plusieurs projets visant à améliorer l'infrastructure en place ont été mis sur pied au cours des derniers mois, rappelant à ce sujet qu'un montant a été consacré, à l'époque du ministre Gerbran Bassil, pour augmenter la capacité des deux opérateurs mobiles et faire baisser les prix. Ce projet a permis, selon lui, de maintenir le niveau des recettes perçues par l'État, tout en augmentant de manière sensible le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile, qui a augmenté de « 80 % en un an ».

Par ailleurs, le sujet des relations entre le ministère et

l'Autorité de régulation des télécoms (ART) a été évoqué au cours de cette conférence, notamment à l'ombre de la démission il y a quelques semaines du président de l'ART, Kamal Chehadé. M. Nahas a ainsi insisté sur le fait qu'il était du ressort du ministère de définir les grandes lignes de la politique sectorielle et à l'Autorité de formuler des conseils.

## Houballah et la démission de Chehadé

Notons à ce sujet que le conseil d'administration de l'ART avait organisé mercredi une réunion avec des représentants du secteur privé, notamment des fournisseurs d'accès à Internet, pour faire la lumière sur les derniers rebondissements et mettre l'accent sur la poursuite des activités de l'Autorité, conformément à la loi no 431 (relative au secteur des télécoms). Le président par intérim de l'ART, Imad Houballah, a souligné à l'issue de cette réunion que l'Autorité continuera à œuvrer en faveur du développement du secteur des télécoms, refusant que la démission de M. Chehadé soit exploitée à des fins politiques.